



DÉCLARATION FO

RENCONTRE AVEC LA MINISTRE DE L'ÉNERGIE ET LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX RETRAITES 27 JANVIER 2020

Madame la Ministre, Monsieur le Secrétaire d'État,

Un grand nombre de salariés, et en particulier dans les Industries Électriques et Gazières, a exprimé ces dernières semaines son rejet d'un système par points en participant à des **grèves et à des manifestations d'une ampleur et d'une durée historiques**, contre un système dont le corollaire est la **disparition de notre régime spécial de retraites, partie essentielle de notre Statut**.

Face à cela, le **Gouvernement est resté sourd** à nos critiques, démontrant son peu d'écoute qui est la marque de fabrique du Président de la République.

Cependant les Français ne s'y sont pas trompés en dépit du matraquage des médias bien-pensants : **61 % de nos concitoyens demandent maintenant le retrait de ce texte !** C'est là un point d'appui important pour les salariés.

Quant aux gaziers et électriciens, ils sont prévenus, l'étude d'impact jointe aux projets de loi est obligée de reconnaître l'évidence à savoir que, comme toutes les entreprises ou structures à statut dont les personnels ont une carrière ascendante, **ils seront perdants dans ce système à points**. Avoir une pension calculée sur les six derniers mois ou en avoir une sur l'ensemble de la carrière, ce n'est évidemment pas la même chose ! Ce n'est donc pas pour rien que le Gouvernement ne veut pas rendre publiques de véritables simulations.

Face à cela, le Gouvernement veut accélérer le processus parlementaire et a déposé un texte dont le Conseil d'État, pourtant d'habitude réservé, a **dénoncé les nombreuses insuffisances** sur des points essentiels comme le financement ou sur des aspects fondamentaux comme la garantie des droits acquis. Le Conseil d'État a en outre stigmatisé le **recours à 29 ordonnances !**

La manière dont ce Gouvernement veut abaisser le rôle du Parlement n'a d'égale que celle dont il considère les syndicats de salariés. Mais cette fuite en avant présente des **risques pour la paix sociale** dont le Gouvernement portera seul la responsabilité.

C'est pourquoi, avec sa Confédération, FO Énergie et Mines appelle le Gouvernement à retirer son projet de loi.